

Guerres du Tiers-Monde, la guerre au Tiers-Monde

Bernard Ravenel

Avec la guerre du Golfe, l'illusion du printemps des institutions internationales de l'après-guerre froide, d'un passage progressif d'Hobbes à Kant dans la régulation de la "société civile internationale" (R. Dahrendorf) n'a duré que l'espace... d'un printemps... Dans le nouveau climat international créé par l'extinction de la logique de confrontation bipolaire, les facteurs de conflit l'ont décidément emporté sur les facteurs de négociation, d'interdépendance et de coopération.

S'interroger aujourd'hui sur les tensions conflictuelles après la guerre froide, c'est d'abord s'interroger sur la nature et les racines de la guerre chaude qui vient de se dérouler dans le Golfe. Ce conflit a été une guerre mondiale : d'abord par le nombre et la nature des pays participants, ensuite par le rôle et l'importance stratégique de l'enjeu énergétique, enfin parce que les Etats-Unis ont considéré et mené - ce conflit comme un test politique pour la constitution du "nouvel ordre mondial" sous leur direction. Etant donné les moyens mis en oeuvre et leur ampleur, on peut considérer la tragédie du Moyen-Orient comme la marque d'une confrontation globale qui (pré)existait pendant la guerre froide, mais qui conquiert désormais l'avant-scène.

Cette guerre s'est en effet inscrite dans une confrontation de type nord-sud : d'abord, et c'est très lourd de conséquences, parce que c'est ainsi que l'ont ressenti les masses arabo-musulmanes qui ont manifesté contre l'écrasement de l'Irak et ce, quels qu'avaient pu être leurs sentiments - mitigés - à l'égard de la personne de Saddam Hussein et de son régime ; d'autre part, le conflit qui a précédé l'invasion, comme souvent entre États voisins une histoire de frontières et de recherche de débouché sur la mer, est devenu guerre en raison des violations continues des décisions de l'OPEP pratiquées par l'émir Al Sabbah et qui aboutissaient à une chute du prix du pétrole. Enfin et surtout, si l'on considère qu'un des enjeux déterminants de la guerre a été le contrôle des ressources énergétiques, c'est-à-dire la question du pouvoir de l'Occident sur les ressources naturelles du tiers monde, alors le paramètre Nord/Sud peut être (ré)utilisé de manière pertinente pour ce conflit.

Dans une situation où, depuis 1980, le revenu moyen par tête dans le monde arabe a diminué de 20 %, faut-il s'étonner si l'étouffement

économique par la chute des revenus pétroliers - et l'Irak était au bord de l'effondrement - n'était pas considéré par les victimes comme moins grave que l'étouffement militaire ?

Les pays du Nord, qui souhaitent la faiblesse de l'OPEP, n'ont pas ressenti ou pris en compte, les effets déstabilisateurs que pouvait provoquer dans le monde arabe l'écroulement des prix du pétrole qu'ils ont induit et qui, dans l'année 1986 par exemple, leur avait permis un transfert de 120 milliards de dollars du Moyen-Orient vers les économies développées ?

Même si les formes en sont plus complexes et plus articulées, on en est revenu au classique pillage des matières premières, à l'iniquité des termes de l'échange imposée par les forts ...

De ce point de vue, l'annexion du Koweït par l'Irak a pu être ressentie par les Etats-Unis comme un défi symptomatique de signification globale qu'il convenait de relever au plus vite : le potentiel militaro-économique de l'Irak devait être détruit.

L'évolution des rapports économiques Nord-Sud au cours des années 80

Depuis le début des années 80, le monde développé et le tiers monde évoluent, économiquement et socialement, en sens inverse. Entre le Nord et le Sud [1], le fossé s'est dramatiquement creusé.

En effet, au cours de cette décennie, les pays capitalistes développés ont connu une reprise économique - en France à partir de 1985 - une reprise nette, incontestable mais avec deux caractéristiques nouvelles : d'un côté, le maintien d'un haut niveau de chômage et de précarité d'emploi, de l'autre, accompagnant une élévation modérée du niveau de vie, une dégradation de la qualité de la vie (crise écologique).

Pendant ce temps, les pays du tiers monde - sauf pour certains pays d'Asie - n'ont pas connu de reprise mais sont au contraire entrés dans une phase de crise et de recul réduisant des centaines de millions de personnes au seuil de la simple survie.

Cette décennie se caractérise aussi par la mise en mouvement d'une spirale de sous-développement, surtout dans les pays qui s'étaient les plus rapprochés de l'espoir d'un décollage économique (les pays producteurs de pétrole par exemple). L'indicateur significatif de ce

processus de "développement négatif" est représenté par la dette. Depuis 1984, le tiers monde est exportateur net de ressources financières vers le Nord. Le monde à l'envers : les pauvres financent les riches. En 1989, selon la Banque mondiale, ce transfert s'est élevé à 42 milliards de dollars.

Toutes les données conduisent à cette conclusion : le tiers monde est en voie de marginalisation dans le développement économique et social du monde. Son insertion ne se maintient que par un effet pervers : la nécessité d'assurer de forts flux exportateurs - au détriment du marché intérieur - pour trouver les ressources disponibles pour financer le remboursement de la dette. Mais les investissements s'étant considérablement ralentis depuis le début des années 80, la compétitivité internationale de ces pays s'est singulièrement dégradée... Or, où est la majorité du monde sinon dans ces pays qui s'écartent du "monde". A l'ère de l'interdépendance accrue il y a là un terrible paradoxe qui ne peut se prolonger durablement sans secousses profondes.

En fait les années 80 ont vu l'abandon complet de toute perspective d'un "Nouvel Ordre Economique International" (NOEI) - celui adopté par l'ONU en 1974 - c'est-à-dire d'un rapport Nord-Sud qui aurait offert aux pays du Sud des perspectives de développement. Au cours de l'été 1980, le "non" à l'ONU des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la RFA a fait échouer tout projet de négociation globale Nord-Sud. En 1981, reprenant une recommandation du Rapport Brandt, fut convoqué à Cancun un sommet Nord-Sud qui n'eut qu'une valeur déclamatoire. La Banque mondiale avait déjà dit non à toute rhétorique Nord-Sud...

Avec le report sine die de toute négociation globale et le désaveu du tiers-mondisme, le Nord déplace tout le discours sur l'organisation interne des pays en voie de développement, escomptant bien qu'en dernière analyse l'atmosphère internationale - marquée par l'arrivée de Mme Thatcher au pouvoir en 1979 et de R. Reagan en 1980 - consolidera les mécanismes propres à la libre initiative, à l'économie de marché et au capitalisme libéral, renforçant le pouvoir de la bourgeoisie ou de la techno-bureaucratie, qu'elle soit d'extraction civile ou militaire - ou féodale comme en Arabie Saoudite - en place dans une grande partie du tiers monde.

Le tiers monde s'était révélé un "tigre de papier". Les pays arabes eux-mêmes, et en général les grands pays exportateurs de pétrole n'avaient pas réussi à donner vie à des "zones de développement" et

de fait leur dépendance vis-à-vis du Nord s'était accrue. Le surplus pétrolier des années 70 reparut inopinément sous forme de dettes du Mexique, du Brésil, de l'Argentine qui, en 1982, arrivèrent au bord de l'effondrement.

L'évolution des logiques conflictuelles dans le tiers monde

Entre 1945 et la fin des années 70, l'Afrique, l'Asie et l'Amérique Latine ont été le théâtre d'une centaine de conflits [2]. Après les guerres de libération et d'indépendance, dans les pays nouvellement indépendants du tiers monde, ce sont les problèmes posés par les frontières, souvent absurdes, héritage d'une logique externe, qui ont servi de prétexte à des guerres qui visaient en fait à l'affirmation et à la légitimation des nouveaux États et de leurs nouvelles élites. L'épidémie de guerres locales dans le tiers monde était le signe d'une autonomie militaire accrue mais aussi le fruit d'une plus grande diversification de la production et des approvisionnements en armements. A travers ces différents conflits on sent s'affirmer de la part de certains pays et de leurs couches dirigeantes une volonté de puissance, c'est-à-dire une volonté de jouer un rôle d'État-gendarme à l'échelle locale ou régionale (Viêt-nam Iran, Maroc et Algérie, bientôt l'Irak...).

A ce moment-là (années 50, début années 70), les deux super puissances disposent de moyens propres (alliances, capacités économiques, idéologiques ...) permettant d'éviter l'usage direct de la force armée. Toutes les données confirment que les Etats-Unis et l'URSS ont, pour l'essentiel, conservé le contrôle de la qualité sinon de la quantité, du flux des armements et donc des "niveaux" que pouvaient atteindre les guerres locales de cette époque. Le commerce des armes était devenu une sorte d'instrument de régulation - mais aussi d'entretien - des conflits, de leur intensité, sinon de leur solution...

Mais, même si ce fut dans le tiers monde que la guerre froide a eu ses batailles de "théâtre" par nations interposées, les Etats-Unis et l'URSS, dans les meilleurs moments de la détente, n'ont jamais cherché véritablement à mettre au point des mécanismes de crisis management sauf, virtuellement, pour le Moyen-Orient où ils envisagèrent l'idée d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU.

1980-1989 - fin de la détente Est-Ouest et du dialogue Nord-Sud : vers une nouvelle logique conflictuelle

On peut, en regard, établir une liaison étroite entre fin de la détente, épuisement du dialogue Nord-Sud et nouvelle logique conflictuelle qui va bientôt donner la priorité à l'affrontement entre le Nord (ou le Nord-Ouest) et le Sud.

Après la crise de 1973 et la tentative du tiers monde par la hausse du prix du pétrole, bientôt suivie de la hausse de différentes matières premières, d'accroître ainsi son pouvoir contractuel, on assiste en effet à une crise d'hégémonie des blocs, de plus en plus incapables d'exercer leur influence, économique et politique, et bientôt obligés d'utiliser la force et de mener une contre-offensive frontale contre le tiers monde, notamment par la création de l'Agence Internationale pour l'Energie (AIE).

A cette contre-offensive le tiers monde n'a pu s'opposer de manière efficace. La tentative du tiers monde de réformer globalement le système des relations économiques internationales qui aurait entraîné une restructuration d'ensemble du système économique mondial a été largement contenue. La crise du tiers monde et du tiers-mondisme a été la conséquence d'une confrontation politique et idéologique considérable dont le Sud est sorti défait. Par ailleurs, dans le tiers monde, la fin de toute perspective d'un NOEI qui, jusque là, l'avait unifié et solidarisé contre le Nord (Mouvement des non-alignés, groupe des 77, CNUCED...), se transforme en une explosion de rivalités où il s'agit dans un système hiérarchisé de conquérir des positions privilégiées. On assistera donc à une floraison de nouveaux centres de pouvoir et à une prolifération de guerres à l'échelle locale ou régionale, sous la poussée des États en crise et en recherche d'espace et d'hégémonie. Les nouveaux États post-coloniaux en construction rencontrent des problèmes sociaux, culturels, ethniques ou religieux difficiles à résoudre en raison de leurs limites économiques et organisationnelles. On assiste à un double processus de conflit :

□ d'un côté, des États connaissent des guerres civiles ou internes qui parfois s'internationalisent en raison des liens ethniques ou religieux qui traversent les frontières des nouveaux États ou en raison de l'intervention d'États à prétentions hégémoniques ; on peut citer à cet égard de nombreux conflits qui ensanglantent le continent africain (Angola, Tchad, Ethiopie, Mozambique, Soudan) ;

□ de l'autre, des États qui ont mieux réussi à maîtriser, le plus souvent par la force, leurs contradictions internes et qui se proposent de mener une politique de puissance régionale. Nous aurons alors le cas de l'Inde face à ses voisins en particulier le Pakistan [3] celui du conflit

qui oppose l'Algérie et le Maroc à propos du Sahara Occidental. Le monde communiste n'échappe pas à cette logique inter-étatique : intervention du Vietnam au Cambodge, guerre entre Chine et Viêt-nam.

Pour sa part, le monde arabo-musulman, depuis l'avènement de l'Égypte de Nasser, est le théâtre d'une lutte constante pour l'hégémonie régionale. Il ne s'agit pas de conquérir des territoires mais d'exercer le leadership dans les rapports avec l'Occident et dans la confrontation avec l'État d'Israël. La guerre de 1973 relance cette dynamique. Le rôle de la Syrie au Liban - et contre l'OLP - entre dans ce cadre. Le projet khomeyniste répond à la même logique : construire un camp islamique comme meilleure voie pour s'opposer aux États-Unis et à Israël. La guerre Irak/Iran, en dernière analyse, se situe dans ce même objectif de suprématie régionale.

Plus que jamais la guerre est redevenue prérogative de la souveraineté marquant ainsi un seuil face à l'idée de renonciation à l'usage de la violence qui est intrinsèque au droit international tel qu'il s'est affirmé à l'issue de la Seconde Guerre mondiale avec la naissance de l'ONU. On assiste à la fois à une perte de capacité de contrôle et de gestion des conflits par les super-puissances et à une régionalisation du système international [4].

Face à cette généralisation des guerres dans le tiers monde, on assiste alors dans les pays du Nord - en Amérique du Nord, en Europe Occidentale ensuite, en particulier en France [5] - au développement d'un courant d'opinion qui dépeint le tiers monde comme le grand perdant. Les preuves en sont éclatantes : faim, dictatures, guerres.

Le Nord dégageant ses responsabilités économique-politico-financières dans la condition faite au tiers monde veut créer l'impression qu'on est arrivé non seulement à la fin de l'ère coloniale mais aussi de l'ère post-coloniale. Il s'agit de libérer l'Occident de tout complexe de culpabilité en faisant ré-émerger les valeurs de l'humanisme occidental opposées d'un côté à celles du système soviétique et de l'autre aux pseudo-valeurs dont ont été porteurs les peuples et mouvements de libération d'Afrique et d'Asie une fois installés au pouvoir politique. Le Sud irrationnel et instable se présente plutôt comme un ennemi. Dans toutes les conférences internationales - que l'on parle du commerce, de la démographie ou de la dette - les États-Unis insistent, non sans cohérence, sur la vertu du marché et de la libre entreprise en escomptant que la compétition ainsi en oeuvre débouchera sur une cooptation qui permettra d'élargir partiellement les bases du système.

La politique d'aide est définie au niveau doctrinal comme dans la pratique comme dommageable parce que fondamentalement destinée à alimenter de manière perverse la "métaphore" du tiers monde. Le tiers-mondisme conçu à la fois comme un mouvement de solidarité d'une partie de la société du Nord avec les peuples du tiers monde dans une perspective d'interdépendance mais aussi comme un mouvement porteur d'illusions et de mythes dangereux n'a plus aucune raison d'être.

En outre, au cours des années 80, l'amplification de la pression migratoire de la périphérie vers le centre du système touche un ordre international non préparé. Or, ce transfert de populations du Sud au Nord porte avec lui toute une série de complications psychologiques, culturelles, sociales mais aussi en matière de sécurité après l'explosion du terrorisme. La volonté de maintien de l'identité spécifique de chacun dans cette nouvelle distribution géographique et géopolitique établit une liaison - organique ou non avec un monde qui est perçu comme étranger et bientôt comme potentiellement hostile. A mesure que le rapport Nord/Sud - sur lequel s'articule le problème de l'émigration à l'échelle mondiale révèle des tendances conflictuelles, se développe une réaction d'intolérance face à la "différence" et à la concurrence que représente l'émigré du Sud. Certaines couches de la société occidentale se montrent sensibles au syndrome de l'invasion des barbares et deviennent particulièrement réceptives aux messages d'hostilité envers les "étrangers". Les problèmes de cohabitation de traditions culturelles différentes deviennent avec le chômage de plus en plus conflictuels. Pour la première fois les crises Nord/Sud ne surgissent plus seulement loin du système dominant mais le traversent [6]. Le Sud est devenu une "menace interne".

L'instabilité, le caractère revendicatif, le développement du terrorisme, la pression migratoire deviennent autant de "menaces externes-internes" qui doivent ressouder les populations du Nord dont la cohésion apparaît fragile.

Si, dans les années 60, la sensibilisation pour les drames du sous-développement avait alimenté le soutien à une stratégie d'"aide" et de coopération, désormais ce n'est plus la peine de "pleurer" sur ou pour le tiers monde. Désormais le sous-développement est un gouffre impossible à combler - tout du moins avec les instruments qu'on avait utilisés - et le moteur du développement est revenu au centre ... Tel est la prémisse idéologique pour faire accepter par l'opinion du Nord le trend conflictuel qui doit évoluer ainsi : de l'exportation de la guerre dans le tiers monde à la guerre contre le tiers monde.

L'instabilité du tiers monde provoquée par la crise - chute des revenus tirés de la vente des matières premières, le poids insupportable de la dette - tend à modifier l'axe des conflits. Après une dominante Sud/Sud où il s'agit avant tout pour certains États de chercher de nouveaux équilibres de force soit à l'intérieur de leurs frontières, soit pour s'imposer comme puissance régionale [7], les conflits prennent progressivement un axe Nord/Sud même si la rhétorique officielle des réunions OTAN s'est toujours polarisée sur la compétition Est/Ouest. Après la "conditionnalité" du FMI et de la Banque Mondiale, l'effondrement du NOEI et les guerres par procuration (par l'Afrique du Sud et Israël dans leur zone d'influence respective), la pression de l'Occident contre le tiers monde prend une dimension globale, dramatisant - diabolisant - des phénomènes comme la révolution iranienne ou le terrorisme international pour mieux se souder contre le tiers monde et mener une politique "interventionniste".

De ce point de vue, une place importante doit être attribuée à la guerre des Falkland en 1982. Après le Vietnam, le Nicaragua, l'Iran, l'arrivée au pouvoir de Thatcher en 1979 et de Reagan en 1981 exprime la volonté de l'Occident anglo-saxon d'arrêter l'érosion du système impérial. Se produit alors l'incident aérien avec la Libye dans le golfe de Syrte en août 1981 auquel succède la guerre du Liban : on montre ses muscles, on se mobilise pour montrer sa détermination à mettre un terme au déclin de l'Empire. La transgression des Malouines devait être punie de manière exemplaire. L'expédition britannique soutenue activement par tout l'Occident [8] ne peut être conçue comme une guerre de reconquête coloniale, elle fut en réalité la première des nouvelles guerres du Nord pour le pouvoir, pour réaffirmer que les pouvoirs constitués du Nord ne pouvaient être défiés impunément. Cette crise internationale ne met pas en discussion le système : en fait elle préfigure ce que sera le système international, un système qui n'hésitera pas à recourir à la guerre et à s'y préparer en conséquence.

Contre la turbulence du tiers monde, les Etats-Unis, sous l'administration Reagan, mettent alors au point - et théorisent - une forme d'intervention, de préférence indirecte mais qui n'exclut pas le rôle direct, appelée "guerre de basse intensité [9]. C'est la forme que prend la guerre anti-insurrectionnelle pour contrôler le tiers monde après le Vietnam. Il s'agit de renverser le gouvernement non souhaité, non adéquat au système - Nicaragua, Libye... - ou de consolider un gouvernement ami menacé (Salvador). La référence officielle reste le conflit Est-Ouest. Pour aider les Contras - que Reagan appelle les Freedom Fighters - les Etats-Unis n'hésitent pas à accomplir de

véritables actes de guerre - non déclarée (minage des ports du Nicaragua...) [10].

Le problème, ensuite, pour les Etats-Unis est d'entraîner l'Europe Occidentale et l'OTAN dans cette politique, même s'il s'agit d'intervenir en dehors de la zone - out of area - couverte par le Traité de Washington. C'est pour le Moyen-Orient que le "test" s'est révélé positif : dès 1982, les Etats-Unis, pour intervenir au Liban, ont eu le soutien militaire de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie. En 1986, au sommet de Tokyo, les Etats-Unis obtiennent du G7 une approbation du raid mené contre la Libye. Puis ce fut la première expédition dans le Golfe en 1987.

De son côté, l'URSS, en pleine crise, empêtrée en Afghanistan, cherche à se dégager du plus grand nombre de conflits où elle est plus ou moins engagée (Éthiopie, Angola...) ou évite d'y intervenir en soutien à ses alliés menacés (Syrie, OLP pendant la guerre du Liban). Finalement, en 1986, le XXVIIème congrès du PCUS, s'il exprime sa sympathie aux peuples engagés contre l'impérialisme évite soigneusement de s'engager pour toute aide militaire ou économique significative. Pour Gorbatchev la coexistence doit être non seulement absence de guerre mais perspective de coopération et de désarmement...

Perspectives 90 ...

La fin de la confrontation Est-Ouest et l'incorporation des pays ex-socialistes dans le système économique occidental à logique capitaliste ne diminuent pas les raisons de conflits ou de tensions. Le rapport Nord-Sud continue à s'aggraver relançant l'idée d'un conflit entre l'ordre constitué par le monde occidental développé et un "tiers monde" en ébullition. Le Nord pense que le monde a surtout besoin de contrôle, le Sud de libération.

Le pétrole a été, comme en 1973, le symptôme d'un phénomène plus général : la demande excessive d'un petit nombre de pays face à la tendance au dépérissement des ressources physiques du globe et la maîtrise problématique de celles-ci par les pays producteurs. Parallèlement, la position du tiers monde dans la division internationale du travail s'est modifiée. Il y a eu délocalisation d'activités industrielles dans certaines régions d'Asie et d'Amérique latine. Ce "boom" - à Singapour, en Corée du Sud, au Brésil - a été en bonne partie déterminé par les capitaux étrangers et par une technologie importée. Par ailleurs, le monde développé produit de

grandes quantités de matières premières et de produits alimentaires. Dans l'ensemble, la condition des pays en voie de développement s'est aggravée. Le progrès technique qui réduit pour tout produit la part de matières premières et de travail a pour conséquence de dévaluer les ressources sûres du tiers monde. Le pouvoir de décision passe de plus en plus à qui détient la science, la technologie ou la monnaie ou aussi les produits alimentaires.

Mais les bouleversements économiques, politiques, sociaux, idéologiques des dernières décennies n'ont pas été sans effet : les idées d'indépendance, de démocratie, de progrès, de justice sont largement répandues dans le monde entier. C'est ce qui motive et motivera les révoltes des peuples du Sud et en particulier les masses urbaines. De ce point de vue, ce qui se passe dans le monde arabo-musulman à l'égard de l'Occident semble emblématique de l'avenir du rapport Nord-Sud.

Conflit dans le monde de l'Islam

Avec la guerre du Golfe il apparaît que le tiers monde pétrolier a déjà perdu - entraînant dans sa chute celle des prix des autres matières premières". Elle entraînera donc l'arrêt de la croissance déjà plus que précaire - de la demande de beaucoup d'économies du tiers monde, créant une fracture supplémentaire entre Nord et Sud du monde et une carence de demande effective globale. En d'autres termes, l'économie du monde tendra à se diviser encore plus entre pays producteurs technologiquement supérieurs avec des standards de demande élevée désormais saturée et pays producteurs technologiquement inférieurs avec des niveaux de demande bas et décroissants. Les conditions d'une tension internationale accrue et d'une pression migratoire plus forte vers le Nord sont réunies.

Le tiers monde pétrolier a perdu et devra, comme il a été cyniquement dit, pomper pour payer tous les comptes, ceux qu'il aurait causés et ceux dont il n'est pas redevable. On évite ainsi un troisième choc pétrolier et on clôt définitivement le dernier défi pour l'avenir des termes de l'échange entre le Nord et le Sud : avec la défaite du Sud et un nouvel oxygène pour le Nord.

Mais la guerre du Golfe a dramatiquement rappelé que l'Occident est resté sensible à la menace représentée par le monde de l'Islam.

Dans la réaction à des phénomènes comme Nasser dans les années 50, dans l'extrême dureté de la guerre menée par la France en Algérie,

dans les rapports avec Kadhafi ou Khomeyni et enfin avec Saddam Hussein, il y a sûrement un fonds spécifique, héritage d'une histoire lourde. De toutes les zones géopolitiques extra-européennes, le monde arabo-musulman est celui qui apparaît le plus compact, homogène en termes historico-culturels et même de force potentielle (militaire et/ou énergétique). Le mythe ou le thème de la grande nation arabe présente une dynamique de regroupement potentiel impressionnant, les formes de guérillas, de terrorisme utilisées pour contester l'Occident, et même l'Intifada, poussent le Nord - et Israël de ce point de vue appartient au Nord - à suivre vite la pente de la rétorsion, de la répression et bientôt de la sanction militaire. Au niveau de l'opinion publique occidentale, l'idée de guerre a connu une reprise d'intérêt, d'attraction accompagnée de tentative de justification.

Mais les requêtes du tiers monde, dans le monde arabe et ailleurs, continuent. Elles continuent à exiger une distribution plus équitable des ressources et du pouvoir. Cette revendication apparaît scandaleuse pour l'Occident car au fond on y perçoit une volonté d'égalité renversant, cinq siècles après Christophe Colomb, toutes les certitudes eurocentriques. C'est pour cela que le risque de guerre peut se généraliser car il est présenté et admis comme une "solution", d'autant plus que dans le tiers monde on peut encore éviter de franchir le seuil nucléaire [11].

Or, l'interdépendance accrue est une réalité évidente et inéliminable. Les sociétés occidentales sont désormais pluriculturelles et multiethniques. Jusqu'à quand durera leur "fuite en avant"... ? En dernière analyse, le binôme pertinent oppose les pays détenteurs de capitaux et les pays détenteurs principalement de matières premières et de main-d'oeuvre bon marché.

Ainsi on voit mieux comment les pays non détenteurs de capitaux ont pu se manifester en États vassaux des pays développés, même s'il y a eu chez les premiers de vrais mouvements de libération nationale. Et comment aussi des États sont à la fois le jouet des contradictions inter-impérialistes et comment aussi ils en jouent... Telle a été l'évolution contradictoire du régime et de la politique de Saddam Hussein...

Agrégé d'histoire

[1] Rappelons que cette distinction géographique n'est pas par elle-même une grille d'explication. Opposer Nord et Sud ou riches et pauvres, comme deux blocs respectivement homogènes et opposés, empêche de voir la réalité. D'abord parce que le Nord est présent dans le Sud avec ses modèles sociaux, comportementaux, ses produits, ses formes d'aide, ses technologies. Ensuite parce que le Sud est dans le Nord avec ses immigrés, ses cultures, ses crises, ses demandes de justice. Désormais les crises Nord-Sud ne se situent plus seulement à l'extérieur du système dominant : elles le traversent de plus en plus.

[2] Istran Kende, *Guerres locales en Asie, en Afrique et en Amérique latine (1945-1969)*, Budapest 1973, pp. 19-20.

[3] La projection externe de la puissance indienne par le gouvernement de cet Etat pluri-national semble une forte nécessité : ou il apparaît dominant et il est respecté ou il est faible et des forces centrifuges internes risquent de l'emporter.

[4] Le cas du Brésil comme puissance régionale mériterait une approche spécifique. En effet, ce pays n'a pas eu besoin de projeter sa puissance à travers des revendications externes explicites ni à défendre sa position prééminente d'attaque d'autrui. Il s'agit d'une puissance à niveau international qui cherche à développer son influence par pénétration économique-culturelle plutôt que par un activisme idéologique ou militariste.

[5] Voir le livre de Pascal Bruckner, *le sanglot de l'homme blanc* : plutôt modeste dans les analyses et les argumentations mais significatif de tout un mouvement d'opinion.

[6] Désormais tout se mêle, le pétrole, Jérusalem, le Maghreb et nos banlieues. A la différence de tous les autres pays, la France est au coeur de ces multiples cyclones" déclare Pierre-Patrick Kallenbach, ancien président de l'INED, *Le Monde*, 15/03/1991.

[7] Il faut analyser à cet égard le poids des nouveaux complexes militaires et des régimes militaires dans les pays sous-développés et leurs liens dépendance avec leurs protecteurs du Nord pour mieux apprécier dans quelle mesure ceux-ci ont contribué aux guerres dans le tiers monde (commerce des armes, soutien aux régimes, etc.).

[8] A l'exception des fortes réserves de l'Espagne.

[9] *Guerras de baja intensidad, Papeles por la Paz*, CIP Madrid.

[10] Condamné par la cour internationale de La Haye.

[11] Même si l'utilisation du nucléaire - tactique - reste envisagée comme l'ont montré le rapport Discriminate Deterrence et la guerre du Golfe.